



Dons de Personnes Physiques à la Liste « Agissons Ensemble pour Briançon »

Nom, Prénom :

adresse :

.....

J'apporte mon soutien à la campagne électorale de : Mr. Gérard Fromm et la liste « Agissons Ensemble pour Briançon » pour les élections municipales partielles de la Commune de Briançon du 13 et 20 septembre 2009 ; je verse par chèque bancaire, virement, prélèvement automatique ou carte bancaire à l'ordre de :

Mme Anne Rastello,
mandataire financier de la liste conduite par
Gérard Fromm, désignée le 3/08/09,
à l'adresse suivante :
17 grande Rue
05100 Briançon

la somme de :€.

Le reçu qui me sera adressé par le mandataire financier, édité par la CNCCFP, me permettra de déduire cette somme de mes impôts dans les limites fixées par la loi.

Conformément à l'article L. 52-9 du Code électoral, ce mandataire financier, désigné le 03/08/09 est seul(e) habilité(e) à recueillir des dons en faveur de Mr Gérard FROMM, pour la liste « Agissons Ensemble pour Briançon » dans les limites précisées à l'article L. 52-8 du Code électoral, modifié par la loi de finances pour 2006, article 5 II n° 2005-1719 du 30 décembre 2005, reproduit ci-dessous :

Article L. 52-8 : réglementation des dons

Les dons consentis par une personne physique dûment identifiée pour le financement de la campagne d'un ou plusieurs candidats lors des mêmes élections ne peuvent excéder 4 600 euros.

Les personnes morales, à l'exception des partis ou groupements politiques, ne peuvent participer au financement de la campagne électorale d'un candidat, ni en lui consentant des dons sous quelque forme que ce soit, ni en lui fournissant des biens, services ou autres avantages directs ou indirects à des prix inférieurs à ceux qui sont habituellement pratiqués.

Tout don de plus de 150 euros consenti à un candidat en vue de sa campagne doit être versé par chèque virement, prélèvement automatique, ou carte bancaire.

Le montant global des dons en espèces faits au candidat ne peut excéder 20 p. 100 du montant des dépenses autorisées lorsque ce montant est égal ou supérieur à 15 000 euros en application de l'article L. 52-11.

Aucun candidat ne peut recevoir, directement ou indirectement, pour quelque dépense que ce soit, des contributions ou aides matérielles d'un Etat étranger ou d'une personne morale de droit étranger.

Par dérogation au premier alinéa de l'article L. 52-1, les candidats ou les listes de candidats peuvent recourir à la publicité par voie de presse pour solliciter les dons autorisés par le présent article. La publicité ne peut contenir d'autres mentions que celles propres à permettre le versement du don.